

## Études internationales

Deutsch, Karl W., *Politics and Government*, Boston, 1970, Houghton Mifflin, 439 p.

Bell, David, V. J., Deutsch, Karl W., Lipset, Seymour Martin, *Issues in Politics and Government* (ed.), Houghton Mifflin, Boston, 1970, 380 p.

Ferry De Kerckhove

---

Volume 4, numéro 4, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700379ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700379ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

De Kerckhove, F. (1973). Compte rendu de [Deutsch, Karl W., *Politics and Government*, Boston, 1970, Houghton Mifflin, 439 p. / Bell, David, V. J., Deutsch, Karl W., Lipset, Seymour Martin, *Issues in Politics and Government* (ed.), Houghton Mifflin, Boston, 1970, 380 p.] *Études internationales*, 4(4), 581–583. <https://doi.org/10.7202/700379ar>

pourvoyeur de liquidités, de celui des réserves des banques centrales, et des réformes possibles dans la structure et les fonctions du FMI, toutes propositions encore aujourd'hui pertinentes. Étant donné l'inquiétude et l'instabilité internationales engendrées par les problèmes des paiements et des liquidités, on voit l'intérêt des analyses et des recommandations de l'auteur. Bien que formulées avant l'introduction des droits de tirage spéciaux (*Special Drawing Rights* ou *SDR's*), les recommandations de Fleming vont au-delà des changements apportés par les *SDR's* et continuent désormais d'être au plus haut point valables en vue des modifications futures à la structure de l'organisation internationale. Parce qu'il favorise dans ses propositions des investissements par le FMI, Fleming établit un lien entre l'assistance au développement et la création de liquidités.

La troisième partie concentre tous les essais sur l'aspect national de la réforme monétaire internationale, c'est-à-dire sur les politiques de balance des paiements et le processus d'ajustement. Comme chacun a pu l'observer récemment, la solution des difficultés monétaires internationales exige l'accroissement de la coopération internationale aussi bien que des ajustements dans les balances de paiements nationales. Fleming analyse de façon détaillée les modes divers de tels ajustements : intervention officielle sur le marché des changes à terme, doubles taux de change, dépréciation des monnaies, cours flottants, et marges plus importantes pour la variation des taux de change.

À la nouvelle génération des spécialistes des sciences sociales qui ont l'habitude de faire abstraction des frontières entre les disciplines parce qu'elles leur apparaissent constituer autant d'entraves à la connaissance, et qui parlent de systèmes et de rétroaction (*feed-back*), la perspective proposée par ces trois volumes apparaîtra anachronique. Ils sont des exemples, aussi bien faits soient-ils, des résultats de l'activité de l'économiste opérant dans un monde au sein duquel le changement est absent, les structures données et invariables, dans lequel une seule modification est apportée à la fois et l'économie passe en douceur d'un équilibre à un autre.

En bref, les études de Fleming – particulièrement celles qui ont trait à la liquidité interna-

tionale – nous semblent du plus vif intérêt pour le lecteur. L'ouvrage de Bourrinet s'adresse aux étudiants ou au profane averti, alors que les essais de Ramaswami conviendront au théoricien du commerce international.

Myron J. FRANKMAN

*Économique,*  
*Université McGill*

DEUTSCH, Karl W., *Politics and Government*, Boston, 1970, Houghton Mifflin, 439p.

BELL, David V. J., DEUTSCH, Karl W., LIPSET, Seymour Martin, *Issues in Politics and Government* (ed.), Houghton Mifflin, Boston, 1970, 380p.

Ces deux ouvrages forment un tout introductif destiné aux débutants en science politique. Karl Deutsch, dans le premier volume, offre aux lecteurs le cadre général de la science politique tandis que le deuxième, par une série d'articles judicieusement choisis, greffe la moelle politique sur l'ossature analytique brillamment exposée par le « touche-à-tout » de génie de la science politique qu'est Deutsch.

Karl W. Deutsch est l'un des rares politologues américains qui s'efforcent d'opérer une synthèse entre les approches les plus modernes, caractérisées par leur haut degré de technicité, et la réflexion traditionnelle, plus historique et narrative. Par ailleurs, Karl Deutsch ne peut manquer de séduire ceux qu'incommode la spécialisation poussée des sciences politiques. Tous les ouvrages de cet auteur prolifique sont marqués par un souci constant de relier la politique interne des États à leur politique extérieure au sein du système international. Un tel souci reflète la foi que l'auteur semble avoir dans la valeur universelle des concepts fondamentaux de la science politique, par-delà la multiplicité des domaines inventoriés par cette science. Plus de la moitié de l'ouvrage, de fait, est consacrée aux concepts de base de la science politique. On pourrait dire, en quelque sorte, que l'auteur a traduit en un langage plus simplifié les fondements théoriques de son *Nerves of Government*. Il y est en effet question de « système de transactions », de « gouvernail »

ou « d'auto-contrôle », de « processus et machinerie du gouvernement », etc.

Karl Deutsch s'interroge d'abord sur la nature du politique et de la politisation de tout ce qui nous environne. Toujours avec cet esprit comparatif qui le caractérise, il détruit le mythe de la miniprésence gouvernementale dans les systèmes occidentaux par rapport à l'omniprésence du secteur public dans les régimes socialistes. Il relie ensuite la notion de valeur à la notion de légitimité ; il traite des priorités, des objectifs d'une société. Mais par-dessus tout, il révèle le lien unificateur de toute manifestation politique, à savoir, les décisions communes des hommes sur leur destin. Ce critère le mène à considérer les enjeux de la politique en partant de la classification de Lasswell : la puissance, le respect, la richesse, etc. La définition dynamique du pouvoir implique la capacité d'influencer ou de « transformer » le changement au sein d'une société. Les concepts comme les définitions ne sont pas particulièrement originaux mais leur présentation permet à tout étudiant de concevoir dans quelle perspective il convient d'aborder les grands thèmes de la science politique. Partant de la notion de pouvoir et d'influence, l'auteur s'interroge ensuite sur les participants à la politique, essentiellement les élites pyramidales, les partis. On peut douter néanmoins de la valeur qu'il accorde à la participation de masse des gens. Le droit de vote n'est pas la participation et, à beaucoup d'égards, ce substitut de bonne conscience accélère l'aliénation des masses. Certes les strates politiques augmentent mais leur nouvelle hétérogénéité et l'avènement de marginalités à finalités différentes posent à toute société un problème nouveau que ne règle pas la consultation électorale.

L'homme, nous dit Deutsch, puise sa force dans l'association avec ses semblables pour réaliser des entreprises communes. La forme suprême de l'organisation humaine est l'État. L'État-nation exprime le contrôle par un peuple ou une ethnie sur un territoire où sa souveraineté s'exerce sans pouvoir décisionnel supérieur à la collectivité qu'elle constitue. L'auteur montre à l'aide de quatre cartes du monde l'évolution saisissante du nationalisme. L'instabilité politique découle souvent de la composition des États qui n'ont pu réaliser l'osmose

complète entre la nation et l'État (inégalités ethniques, économiques et sociales). L'appartenance à une communauté, qu'elle se transmette par la volonté générale de Rousseau ou par la conscience de classe marxiste, n'est pas immuable. Toute la conception du conflit de Deutsch repose sur le concept d'inégalité. Il ne l'exprime pas tant du point de vue idéologique que comme une surcharge dans un réseau cybernétique où la fréquence des interactions détermine l'homéostasie du système.

Dans le schéma cybernétique, la politique a une fonction distributive : « qui obtient quoi, quand, comment » tandis que la fonction gouvernementale s'inscrit dans une perspective contrôlante : « qui contrôle quoi, quand, comment ». Les politiques définies (*policies*) constituent l'établissement d'objectifs de distribution sous le contrôle gouvernemental. Le mécanisme se complète par l'existence de rétroactions amplifiantes ou négatives. Ce schéma permet d'évaluer le fonctionnement ou la performance des systèmes politiques. Deutsch démontre par là que les innombrables études quantitatives en science politique s'efforcent en fait de fournir des indicateurs précis sur l'efficacité ou l'efficience des systèmes politiques dans la poursuite de leurs objectifs.

La deuxième partie de son ouvrage applique les thèmes généraux de son analyse au fonctionnement de cinq pays ; les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la République fédérale allemande. Le point de départ de chaque étude est délibérément historique. La grande culture de Deutsch transparaît dans la finesse de l'analyse. Cependant, à tout instant, on retrouve les concepts clés de son cadre. Il fournit ainsi à l'étudiant l'occasion d'approfondir les comparaisons tout en assouplissant son esprit aux théorisations de la science politique.

Bref, c'est un ouvrage bien fait dont on ne peut sous-estimer la valeur pédagogique. Un seul reproche : il est un peu ennuyeux. Quant aux lectures suggérées dans le deuxième ouvrage, elles sont très variées et très pragmatiques. Il s'agit d'une collection de points de vue sur le « *self-steering* » gouvernemental qui reprend les grandes parties de l'ouvrage de Deutsch. Les deux ouvrages constituent sans doute l'élaboration la plus à jour sur une discipline qui acquiert lentement le statut de

science. Ils fournissent certainement une justification philosophique des efforts entrepris en ce sens.

F. de KERCKHOVE

*Université Laval*

LESAGE, Michel, *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est* (Collection Thémis), Paris, Presses Universitaires de France, 1971, 365p.

Il est assez étrange de constater que les ouvrages de la collection Thémis rebutent souvent les étudiants en science politique. Est-ce la clarté des divisions qui ne laissent aucun recours à l'imagination ? On y trouve cependant toujours une manne intellectuelle inépuisable. L'ouvrage de M. Michel Lesage n'échappe pas à cette règle et nous avons parcouru son livre, non en tant que spécialiste des régimes politiques de l'Est mais simplement pour combler une ignorance générale des problèmes constitutionnels de cette région du globe. Le lecteur sera servi à souhait : la lecture de ce texte aide vraiment à la compréhension, non seulement du système ou de l'organisation politique qui coiffe les régimes de l'Est mais également des problèmes indirectement reliés à la structure du pouvoir tels l'organisation des relations au sein du bloc oriental et les rapports Est-Ouest.

Avant d'entreprendre l'examen proprement dit des structures et institutions des régimes de l'Est, l'auteur trace l'évolution du modèle soviétique et son « application » aux démocraties populaires. En deuxième partie, il aborde le fonctionnement des régimes politiques, à travers les mécanismes de base, les structures administratives et enfin, les organes représentatifs. On se trouve ainsi à faire un « tour juridique » complet du phénomène politique soviétique et des démocraties populaires.

Ce qui frappe au départ, c'est la grande objectivité de l'auteur ; il ne juge pas, il expose. C'est moins une synthèse qu'une dissection et, dans l'état actuel des connaissances sur les systèmes de l'Est, il semble que cet examen chirurgical est indispensable avant de se risquer à tout diagnostic, ce qui n'exclut pas pour

l'auteur de chercher, par la description du système, à déterminer *qui* détient le pouvoir effectif au sein du Parti, quels sont les rapports évolutifs entre les neuf régimes et quelle sera leur évolution prévisible.

L'auteur nous guide dans les ténébreux méandres de la formation de l'URSS et de l'ère stalinienne d'avant-guerre avec ses contradictions, telle l'organisation des syndicats étatisés, défenseurs de la classe ouvrière face à l'État, avec ses centralisations successives, géographiques et politiques. L'auteur expose la subtilité des formules et des distinctions entre désaccord, apposition et déviation au sein du parti, expressions qui mènent toutes à plus ou moins long terme à la répression. On apprend ainsi les détails du XVII<sup>e</sup> Congrès du PC où Staline aurait pu être limogé. En 1939, Staline invoque le danger extérieur pour dissocier socialisme et dépérissement de l'État : tant que l'URSS isolée a des ennemis à ses frontières, l'État doit demeurer tout-puissant. Il semble bien que cette déviation flagrante de « l'utopie marxiste » n'ait pas été remise en cause depuis cette époque, nonobstant les vellétés de N. Khrouchtchev, non plus en raison de la faiblesse de l'URSS mais bien de sa puissance sur la scène internationale qui exclut tout dépérissement de l'État et encore moins de la nation. Cette affirmation du nationalisme russe (qui permet le sursaut de Stalingrad) puise aux sources de la querelle entre Lénine et Staline sur l'autodétermination des provinces russes dont les désirs d'indépendance furent étouffés par l'Armée rouge selon les instructions de Staline.

L'auteur ne semble pas accorder à la Deuxième Guerre mondiale une importance majeure quant à l'orientation intérieure du système politique soviétique. On peut y trouver une explication de la méfiance soviétique face au monde : son nouveau statut de grande puissance ne lui était d'aucun recours pour l'édification intérieure du socialisme si ce n'est la capacité de résister à toute intervention extérieure militaire. Ce n'est qu'après la mort de Staline que la nouvelle puissance soviétique, sur le plan économique, entraînera une recherche d'adéquation entre les réformes économiques internes et la nécessité de concurrencer le capitalisme. C'est l'époque khrouchtchevienne des décentralisations et centralisations successives et des